

La «dynamique» de la LCR: l'électoratisme



28 mars — Pas mal de militants de la LCR ont dû quand même être surpris d'apprendre — et par la télévision! — que leur direction envisageait de conclure un accord pour la campagne présidentielle soit avec le PSU social-démocrate (qui a refusé), soit avec Garaudy. Garaudy?! Cet ex-dirigeant stalinien, eurocommuniste avant l'heure qui a logiquement suivi son chemin jusqu'à renoncer ouvertement au marxisme, désormais "humaniste chrétien" et qui semble être candidat surtout pour faire de la publicité à ses dernières oeuvres littéraires. Sa déclaration de candidature, "Appel aux vivants" (!), est une lecture très instructive. A côté de généralités sur les "reconversions", les "revalorisations" et la "décentralisation" qui comprend des "Parlements régionaux" et un "commissariat général aux structures sociales expérimentales" (textuellement) et censée "libérer les initiatives de tout notre peuple" (sic), on trouve cette perle: "Décentraliser, c'est faire naître une société où chaque citoyen soit si personnellement attaché à sa communauté qu'aucun ennemi extérieur ou intérieur ne puisse compter sur aucune collaboration dans le pays. C'est la seule défense possible contre la violence du dedans ou du dehors, contre l'invasion ou la dictature" (*Le Monde*, 21 janvier). Isoler "l'ennemi extérieur ou intérieur"! Voilà donc le partenaire envisagé de Krivine: un hybride de Raymond Marcellin et de Paul Déroulède!

L'opportunisme en campagne

La loi antidémocratique des 500 signatures qui préserve la "chasse gardée" des partis parlementaires représente un barrage pour les candidats d'"extrême

gauche". Mais, premièrement, au lieu de mener campagne pour mobiliser en faveur de l'abrogation de cette loi, la LCR en a accepté le cadre, essayant essentiellement de la contourner en faisant appel aux sentiments démocratiques et "unitaires" des élus PCF et PS (évidemment en vain; il n'y a que la LCR pour croire à l'"unité"!). Deuxièmement, la volonté de participer aux élections ne justifie en rien d'aller raclez les fonds de poubelles, y compris les plus malodorantes comme le PSU ou Garaudy.

Apparemment la rencontre Krivine-Garaudy a provoqué un tel "malaise" dans la LCR que la direction a tenté de camoufler sa capitulation: "Il serait évidemment absurde de chercher à y répondre [au barrage des 500 signatures] en recherchant une sorte de 'programme commun' de dernière minute, dont les bases politiques n'existent pas. (...) Alain Krivine s'est prononcé pour un accord technique, qui permette à des courants de pensée différents de se faire entendre en se répartissant le temps d'antenne" (*La Lettre de Rouge* n° 22, 25 mars). A la croire, ce serait juste une mesure pour faire respecter la démocratie bafouée par la bourgeoisie. Mais *La Lettre de Rouge* explique cyniquement un peu plus loin: "Ce qui rendrait une telle démarche possible, en commun avec Roger Garaudy, ce serait une prise de position commune préalable sans ambiguïté pour le désistement au second tour et l'unité pour battre Giscard". Etre d'accord sur le désistement et l'unité?! Drôle d'accord technique"! Surtout que toute la campagne de la LCR (et Krivine le répète partout) est condensée dans ces deux mots: unité et désistement!! Ces deux mots sont devenus depuis la rupture de l'union de la gauche

en 1978 les mots-code pour la collaboration de classe et la reconstitution du front populaire. Décidément, la campagne électorale de la LCR, à l'opportunisme sans rivage, ne mérite vraiment pas le moindre soutien critique électoral!

A l'opposé des opportunistes de tous poils, les marxistes ont toujours considéré les campagnes électorales comme des possibilités (plus ou moins grandes) pour offrir à la classe ouvrière une *alternative révolutionnaire* à la politique de collaboration de classe des réformistes, pour faire de l'agitation et de la propagande sur le programme de la révolution prolétarienne, en particulier contre l'électoratisme et le parlementarisme et pour des mobilisations extraparlémentaires des travailleurs derrière les mots d'ordre révolutionnaires et conduisant à l'instauration de leur propre pouvoir: le gouvernement ouvrier.

Mais la campagne de la LCR ne s'est jamais voulue révolutionnaire; la nouvelle "affaire Garaudy" n'en est que la dernière preuve la plus scandaleuse. D'un meeting à l'autre, Krivine n'a cessé de répéter: "Nous ne ferons pas une campagne pour parler du socialisme ou de la révolution; nous ne sommes là que pour dire des généralités et des banalités (dixit Krivine lui-même): il faut battre Giscard et la division PCF-PS fait son jeu". *Rouge* rapporte ainsi le meeting d'Hayange: "Moi [un militant du PCF], je voudrais savoir une chose, Krivine: est-ce qu'en votant pour toi, à ces élections, on vote pour ce que tu as dit dans ton intervention, ou est-ce qu'on vote aussi pour la révolution permanente, la IVe Internationale, etc.?"

Suite page II

Cinq questions auxquelles Krivine n'a pas répondu

- En quoi Krivine pense-t-il que «la perspective d'un gouvernement des forces de gauche», que réclame l'Union dans les luttes, est différente de l'union de la gauche/front populaire, c'est-à-dire la subordination organisationnelle des ouvriers à la bourgeoisie?
- La LCR, dans les sections syndicales qu'elle «anime», se bat-elle pour un vote Krivine au premier tour? Non! Alors la LCR refuserait-elle le droit en principe aux syndicats d'appeler à voter pour un candidat ouvrier spécifique? Est-ce la nouvelle «tendance syndicale» que cherche la LCR en formant dans la CGT un bloc avec les membres du PS contre les staliens?
- Le PS a demandé à Marchais et au PC d'abandonner sa position sur, entre autres, les fusées Pershing, l'Afghanistan et la Pologne comme condition à l'entrée dans un gouvernement présidé par Mitterrand. Krivine pense-t-il, comme les eurocommunistes après qu'il court dans l'UDL, que le PCF doit s'allier complètement sur son propre impérialisme pour l'"unité" avec les sociaux-démocrates?
- La LCR se prononce pour le désarmement unilatéral (pas moins!) de l'URSS en face de l'impérialisme. Krivine, en cette période de regain de guerre froide, pense-t-il qu'il ne faut plus défendre contre les impérialistes ce qu'il reste des acquis de la Révolution d'Octobre? Si comme il est écrit dans *Inprecor* n° 92 il serait «contre-révolutionnaire» d'envisager que «les pays socialistes doivent pouvoir gagner, le cas échéant, une guerre nucléaire», Krivine pense-t-il qu'il serait révolutionnaire d'envisager leur défaite?

- Krivine critique Mitterrand pour ne pas être le candidat de l'"unité", mais de chercher un bloc avec les gaullistes. C'est bien pourquoi la LTF est contre donner une seule voix à Mitterrand, mais envisage de donner un soutien violemment critique au candidat formellement indépendant Marchais. Krivine votera-t-il, avec certains éléments du gaullisme, pour Mitterrand au deuxième tour?

Un militant du PCF, selon *Rouge* n° 959, demandait à Krivine à Hayange si un vote pour ces élections était un vote pour «la révolution permanente, la IVe Internationale, etc.?» Krivine bien sûr a répondu: Non! Car comme il l'a déjà expliqué par ailleurs cette campagne n'est pas destinée à attirer les ouvriers au trotskysme ou au programme de la IVe Internationale de Trotsky. Mais comment pourrait-il le faire? Lui qui ne l'a jamais fait, lui qui a appelé les ouvriers de différents pays à suivre des petits-bourgeois comme les sandinistes, des traîtres front-populistes comme Allende, des réactionnaires moyenâgeux comme Khomelny, et tout ça au nom de la fameuse «dynamique».

Mais Krivine bien sûr n'est pas trotskyste. A tout ce charlatanisme sur la «dynamique» la LTF oppose le programme trotskyste, la nécessité d'un parti trotskyste et des tactiques léninistes, instruments qui pourront arracher les ouvriers à la chape de plomb stalinienne et social-démocrate et les diriger vers la prise du pouvoir et l'instauration d'un gouvernement ouvrier d'expropriation de la bourgeoisie.

Le 12 mars 1981



LCR...

Suite de la page 1

Krivine répond que cette campagne n'est pas le lieu de développer tout le programme de la LCR ("Rouge" n° 959, 6-12 mars). Alors pourquoi mener une campagne électorale? Si ce n'est pas pour prendre le pouvoir par les élections, une telle campagne ne peut être qu'un moyen de présenter son programme plus largement devant la classe ouvrière. Une seule explication est possible: ce que Krivine présente actuellement, c'est le vrai programme de la LCR: le programme minimum, désencombré de toute référence au trotskysme auquel la LCR maintient encore un attachement sentimental.

A son meeting de Rouen (12 mars), il expliquera de la façon suivante pourquoi sa campagne est aussi opportuniste: "Je l'ai dit, on ne peut pas développer tout le programme de la LCR (...). On avait essayé de le faire dans nos deux campagnes présidentielles [de 69 et 74]. (...) la réaction [des électeurs], vous la connaissez, c'est premièrement il a sûrement plein d'idées, mais on n'a rien compris; et puis comme on n'a rien compris et qu'en plus il y a des tas de gens qui nous ont parlé d'eux, on a la trouille; c'est ça qui reste de ces campagnes". Dans un interview au journal *Le Point* (23 février-1er mars), il exprimait la même préoccupation: "C'est vrai, admet Alain Krivine, nous avons longtemps tenu un discours incompréhensible et qui fichait la trouille". Que Krivine se rassure, il n'effraie plus grand monde. C'est du moins le ministre de l'Intérieur Bonnet qui le dit: "(...) Après un nouvel examen du dossier et compte tenu de l'évolution du comportement du mouvement dont se réclame M. Mandel [auquel la LCR est affiliée], j'ai décidé d'abroger la mesure d'opposition à l'entrée en France prise en 1972 à l'égard de cet étranger" (*Le Monde*, 13 mars).

Ce n'est pas en tous cas la position de Krivine et Mandel sur l'URSS et les autres pays où la bourgeoisie a été expropriée qui risque de faire peur. Depuis que l'impérialisme s'est de nouveau lancé dans une campagne de guerre froide contre l'URSS, la LCR fait tout pour éviter cette question. Mais à ses meetings de Bordeaux et Montpellier, Krivine n'a pas pu se défilier et il a été obligé de nous répondre. "L'URSS n'est pas menacée" prétend-il. Apparemment Krivine est un des rares spécimens à ignorer qu'il y a à la Maison Blanche un individu qui a déclaré la guerre au soi-disant "expansionnisme russe". Apparemment il



LE BOLCHEVIK

1er mai 1980:
La LCR à genoux
devant l'«unité»

est un des rares à ne pas avoir entendu parler de l'installation de missiles en Europe dirigés contre le bloc soviétique. "D'ailleurs, a-t-il poursuivi, la bureaucratie est bien capable de se défendre toute seule". Comme lui a répondu un de nos jeunes camarades, "il est désolant de devoir expliquer les rudiments du trotskysme; mais précisément, on ne confie pas à la bureaucratie le soin de défendre l'URSS. C'est la responsabilité des trotskystes pas des bureaucrates d'en faire une défense révolutionnaire". Acculé, Krivine a fini par recourir à l'argument habituel des anticommunistes que défendre l'URSS face à l'impérialisme c'est aider la bureaucratie. Le message est clair: en cas de conflit entre l'URSS et l'impérialisme Krivine ne sera certainement pas dans le camp de l'Etat ouvrier dégénéré.

Pour toute correspondance:

- Paris: Le Bolchévik B.P. 135-70,
75463 Paris cédex 10 Tel: 208.01.49

- Rouen: M. Benoit, B.P. 817, 76009 Rouen cédex

- Supplément au Bolchévik n° 24
- Imprimerie: ICT, 51 rue Olivier Métra 75020 Paris
- Directeur de publication: Jean Lécuyer

Commission paritaire: n° 59267



Le Matin

Conférence de presse
du 31 mars, Feuilley (PS,
responsable national de la CGT),
Godard (LCR, CGT), Nurnberg
(anarcho-syndicaliste, CGT)
et Chenu
(ex-PCF, secrétaire syndical CGT)

Est-ce là la nouvelle "tendance syndicale" ou le nouveau "regroupement oppositionnel" auxquels la LCR rêve de temps à autre? En tous cas il s'agit, bel et bien, d'un bloc avec un transfuge du stalinisme, un bureaucrate social-démocrate bon teint et enfin un anarcho-syndicaliste (ça existe encore?). Ce bloc, à l'évidence, a pour but de construire et d'animer une base pour les bonzes du PS dans la CGT, et bien sûr la LCR fournit (comme d'habitude!) les activistes, les recruteurs.

Pierre Godard, militant LCR dans la CGT des employés communaux à Marseille, a publié une tribune libre, "ne pas en reprendre pour sept ans", dans *Le Monde* du 31 mars, où dans un flot de jérémiades habituelles sur la "division", il déclare: "notre programme [celui de la CGT], nos revendications et ses luttes doivent être maintenus avant, pendant et après

les élections, quel que soit le gouvernement qui en sera issu".

Mais c'est quoi le programme de la CGT? C'est l'expression au niveau syndical du réformisme social-chauvin, du programme de collaboration de classe et de passage des luttes.

Après Union dans les luttes où tout ne va pas pour le mieux pour la LCR, la direction de cette organisation va (encore une fois) lancer ses syndicalistes dans une manoeuvre sans principe et démoralisante. Nous invitons les militants syndicaux de la LCR qui sont fatigués de ces vaines opérations à relire "Du plan de la CGT à la conquête du pouvoir" (*Le Mouvement communiste en France*, Editions de Minuit) qu'avait écrit Trotsky pour un militant de la CGT en 1935.

Voilà où trouver le programme pour la CGT

Un défaitisme pas révolutionnaire

Plusieurs années de suivisme à l'union de la gauche ont fait dégénérer les "gauchistes d'antan" en prêchiers d'"unité" et en colporteurs d'illusions. Les discours sur le "socialisme que nous voulons" et les proclamations "soixante-huitardes" ont cédé la place aux litanies, plus "réalistes" et plus sages, sur l'unité des bureaucrates traîtres et sur leur victoire électorale censée ouvrir les lendemains qui chantent. "Faisons de 1981 l'année de l'espoir" (*Rouge* n° 950, 3-9 janvier) s'écrie même l'ex-candidat des barricades de Mai 68, rivalisant désormais en crétinisme parlementaire avec les pires réformistes. A longueur de discours, il se lamente que sans désistement PCF-PS au deuxième tour, "on en reprend pour 7 ans". Hors les élections, hors l'unité PC-PS, point de salut! La di-

trotskyste. Sinon, les syndicats restent aux mains des réformistes de leur politique de collaboration de classe. Capitulant devant les bureaucrates réformistes et leur "unité", la LCR refuse évidemment ce combat. Elle refuse même de se battre dans les syndicats pour qu'ils se prononcent en faveur de son propre candidat. Dans ces conditions, sa critique contre l'appel de la CGT à voter PCF porte moins sur la méthode (effectivement antidémocratique) que sur le principe que les syndicats n'auraient jamais à voter pour un candidat ouvrier particulier. Cette conception de l'indépendance politique des syndicats à l'égard des partis est la conception social-démocrate traditionnelle qui instaure une division artificielle entre syndicats (lutte économique) et partis (lutte politique); dans cette conception le syndicat est relégué au rôle de force d'appoint des activités essentiellement parlementaires menées par le parti. C'est au fond une capitulation de plus devant le parlementarisme des partis réformistes.

La dynamique de la défaite

Pour justifier son refus de lutter pour le programme révolutionnaire et de démasquer les directions réformistes, la direction de la LCR invoque la "miraculeuse" dynamique: "La défaite de Giscard sera un fantastique encouragement aux luttes, comme en 36".

Effectivement, la défaite électorale de gouvernements de "droite" et l'arrivée de gouvernements de front populaire se sont souvent accompagnées de luttes ouvrières massives. De telles luttes peuvent temporairement échapper au contrôle des bureaucraties réformistes, et la tâche des révolutionnaires est de chercher à en prendre la direction. Pour cela, une organisation révolutionnaire, possédant une implantation dans la classe ouvrière, doit se présenter comme une alternative aux réformistes; et ce dès aujourd'hui, notamment en se battant dans les syndicats contre la collaboration de classe, pour un programme d'indépendance de classe (contre les fronts populaires, pour l'indépendance des syndicats vis-à-vis de l'Etat bourgeois, etc.). Sinon, la classe ouvrière retombe sous le contrôle des directions traîtres. Il faut en effet être un centriste congénital pour ne voir que la combativité et fermer les yeux sur les illusions de la masse des travailleurs dans leurs dirigeants. S'il n'y a pas une organisation révolutionnaire combattant ces illusions et cherchant à gagner au programme révolutionnaire la base ouvrière contre leurs directions pro-bourgeoises, les luttes échouent, la classe ouvrière se démoralise, et ce au grand profit de la réaction. Comme en 36. Krivine mêle sa voix au chœur des réformistes pour chanter les louanges de 36, s'émerveillant béatement sur les grèves de juin. Mais la révolution française a seulement commencé en 36. Et Krivine "oublie" les luttes ouvrières acharnées se heurtant à la politique des Thorez et Blum (qui fera tirer sur les ouvriers en 37), la démoralisation désastreuse s'installant dans les rangs ouvriers (avec l'échec retentissant de la grève générale de 38). La "dynamique" du front populaire de 1936 c'est en définitive Pétain!

La LCR cache son refus d'un combat intransigeant sur le programme trotskyste et contre les bureaucrates sous des prétextes de "tactiques". Les révolutionnaires sont pour des tactiques, dans le but de scissionner la base ouvrière de la direction traître. Quand nous avons envisagé de donner un soutien violemment critique au bureaucrate stalinien Marchais, c'était "comme la corde soutient le pendu". A la différence

rection centriste de la LCR a jeté l'éponge. Elle ne fait plus dépendre le sort de la classe ouvrière que des bureaucrates réformistes et de leurs magouilles parlementaires. En fait, elle ne croit pas qu'on puisse arracher les travailleurs à l'emprise des directions stalinienne et social-démocrates pour les conduire à la prise du pouvoir.

Comment voulez-vous qu'une organisation qui a réduit l'essentiel de son intervention dans les entreprises à une fébrile agitation pétitionnaire sur l'"unité" puisse croire à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat! Pétition d'Union dans les luttes, ce bloc dominé par les eurocommunistes (qui y ont trouvé refuge avec le rejet du PCF dans le "ghetto" à la suite du renouveau de guerre froide des impérialistes contre l'URSS) et qui revendique un "gouvernement d'union des forces de gauche", c'est-à-dire un gouvernement bourgeois de front populaire (auquel la LCR se dit opposée... en théorie!). Pétition de Marseille, qui se fait l'écho auprès de la base cégétiste de la campagne des bonzes sociaux-démocrates de la CGT contre le soutien du syndicat à Marchais. Etc. Une pétition peut être un complément à une lutte, mais ce délire pétitionnaire n'est qu'un substitut au combat crucial pour faire des syndicats (qui regroupent les couches les plus avancées du prolétariat) une base de mobilisation et de lutte contre la bourgeoisie. Pour transformer les syndicats en instruments de la révolution prolétarienne, il faut lutter pour gagner — contre les bureaucrates — la direction des syndicats sur la base du programme

Meeting "solidarité avec Solidarnosc" à Rouen

La LCR applaudit l'Eglise

28 mars — Alors que la Pologne passe son temps à "résoudre" les crises qui se succèdent l'une après l'autre, le processus, qui en est à l'origine et qui s'est mis en branle au cours de l'été, continue à s'approfondir : l'autorité de la bureaucratie dirigeante est pratiquement inexistante ; des forces centrifuges sont en action au sein du parti stalinien, le POUP ; l'influence de l'Eglise continue à croître ; les forces ouvertement en faveur de la "restauration capitaliste" (telle Solidarité rurale) lèvent la tête.

La crise de direction n'a jamais été aussi flagrante. Sans une révolution politique dirigée par un parti trotskyste, le mouvement ouvrier est confronté à la perspective soit d'une restauration capitaliste sanglante sous la direction de forces réactionnaires cléricales et nationalistes, soit d'un renforcement du pouvoir stalinien au moyen des chars russes.

Au même moment, les pseudo-trotskyistes de la LCR et du Secrétariat unifié ont rarement été aussi honteusement suivistes. Ils attendent au mieux que la soi-disant "aile gauche" du POUP mette au point un programme révolutionnaire par l'opération du Saint-Esprit ; au pire, ils soutiennent sans critique toutes les ailes de l'"opposition", même le KPN nationaliste-bourgeois et Solidarité rurale (*Rouge* n° 960, 13-19 janvier, défend même "la garantie de la propriété de la terre" pour les paysans qui sont la base sociale pour la restauration capitaliste !).

Il va sans dire qu'ils ont été les constructeurs les plus enthousiastes de "Solidarité avec Solidarnosc", au point même de critiquer la "passivité" de FO. Camarades, voulez-vous vraiment que ces sociaux-démocrates pro-CIA envoient plus d'argent en Pologne ? *Rouge* n° 959 (6-12 mars) a dénoncé à juste titre le soutien de FO à la junte salvadorienne. Pensez-vous vraiment que la direction de l'AFL-CIO, des syndicats allemands (qui ont servi de convoyeurs sur les fonds de la CIA au Portugal en 1975) et de FO vont aider les ouvriers polonais ?

Ce n'est pas un hasard si les dirigeants de Solidarité ont provoqué un tel soutien financier "désintéressé" de la part de l'Ouest. Les bureaucrates sociaux-démocrates ont bien compris que le groupe autour de Walesa se voit comme la direction d'une révolte catholique nationaliste contre le "communisme". C'est particulièrement explicite avec le soutien enthousiaste qu'ils donnent à Solidarité rurale. Des syndicalistes ayant la volonté de servir les véritables intérêts des ouvriers polonais devraient se battre contre le renforcement des liens entre ces agents de l'impérialisme que sont les sociaux-démocrates et les dirigeants cléricaux nationalistes de Solidarité !

En tant que trotskystes nous ne tirons évidemment pas un trait sur le prolétariat polonais, le rejetant dans le camp de la réaction nationaliste cléricale. La question cruciale est de scissionner politiquement le nouveau mouvement syndical en arrachant la masse des ouvriers des mains des forces dirigées par les éléments catholiques. Des points clés d'un programme

révolutionnaire sont la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'encouragement de la collectivisation de l'agriculture, l'annulation de la dette extérieure auprès des banquiers occidentaux, la lutte contre le nationalisme et l'antisémitisme, la défense des Etats ouvriers bureaucratiquement dégénéré/déformés du bloc soviétique contre une attaque de l'impérialisme et la révolution politique prolétarienne contre la bureaucratie stalinienne.

A l'occasion de la venue en France d'une délégation de Solidarité, la LCR (sous couvert du Comité solidarité à Solidarité) a organisé le 16 mars à Rouen un meeting (où il faut noter la présence — plutôt exceptionnelle dans une réunion d'"extrême gauche" — d'une... bonne soeur !). Le meeting a offert une occasion exceptionnelle de démontrer l'impact potentiel du programme marxiste révolutionnaire sur la classe ouvrière polonaise.

Un camarade de la LTF a dévoilé la véritable nature de la direction de Solidarité en posant une série de questions : pourquoi les statuts de Solidarité n'ont aucune référence au socialisme ; qu'est la position de Solidarité sur la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; pourquoi Walesa fraie-t-il avec le pape, le plus grand ennemi du prolétariat polonais ?

La réponse des délégués de Solidarité, Sliwinski et Kieliszczuk, fut que l'Eglise polonaise est une Eglise populaire et qu'elle n'a pas la même histoire réactionnaire qu'en Occident ; ils ont pris la défense du pape, vrai fils du peuple polonais. Sliwinski a terminé son discours en affirmant que la vision de la LTF était une vision dogmatique (!) de l'Eglise, ce à quoi une partie de la salle dont de nombreux membres de la LCR se sont empressés de répondre par de chaleureux applaudissements ! A peine croyable ! D'ailleurs il est remarquable que la seule opposition manifestée par la LCR a été à l'égard de notre organisation et de notre programme trotskyste. La réaction critique aux propos glorificateurs de l'Eglise que le responsable de Solidarité nous a donnés en réponse n'est pas venue des pseudo-trotskyistes de la LCR, mais d'un participant au meeting qui a rappelé — ce qui est quand même élémentaire — le rôle fondamentalement réactionnaire de l'Eglise.

Effectivement, l'Eglise a complètement soutenu toutes les dictatures réactionnaires et sanguinaires d'avant-guerre en Europe de l'Est — Pilsudski en Pologne, Horthy en Hongrie, etc. De plus, l'Eglise polonaise a été responsable non seulement de pogroms antisémites, mais également de la conversion forcée et du meurtre de milliers d'Ukrainiens orthodoxes. Et elle n'a pas changé !

Nos camarades ont eu l'occasion de discuter avant le début du meeting avec un jeune ouvrier qui faisait partie de la délégation. Tout en étant opposé à la bureaucratie au pouvoir, il a reconnu la nécessité de défendre l'acquis de la propriété collectivisée et que ce point devait figurer dans le programme de syndicats

de Mitterrand engagé dans la constitution d'une alliance avec la bourgeoisie, la posture d'indépendance de Marchais pouvait faire apparaître à la surface les contradictions inhérentes à un parti réformiste de masse lorsqu'il se présente seul, donc sans l'excuse d'être obligé de faire des concessions à ses partenaires bourgeois. Un soutien critique au PCF était un moyen possible de dresser la base du PCF contre sa direction. Mais la provocation raciste de Vitry, où la direction du PCF a donné à la bourgeoisie une garantie qu'elle était prête à prendre la responsabilité pour les plus basses besognes qui lui seraient demandées, a enlevé la possibilité d'appeler aujourd'hui à un soutien même sauvagement critique au bureaucrate stalinien Marchais. En l'absence d'autre élément dominant dans la campagne depuis — par exemple, relevant de la question russe — Vitry donne le ton d'une manière décisive à la campagne protectionniste et crétiniste municipale actuelle du PCF lui conférant un caractère qui dépasse la "routine" réformiste.

Par contre, avec sa conception du vote "par principe" pour les partis ouvriers réformistes, la LCR aurait voté en 1919 pour Scheidemann et Noske, les bourreaux sociaux-démocrates des révolutionnaires Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg !

Construire le parti révolutionnaire

La politique de la LCR est un obstacle au combat pour débarrasser la classe ouvrière des directions

traîtres. Toutes les campagnes sur la soi-disant nécessaire unité du PC et du PS, bien loin de les démasquer, renforcent les illusions des travailleurs dans les bureaucrates du PC et du PS, en présentant leur unité comme l'unité ouvrière et la condition indispensable de la lutte des travailleurs, alors qu'en réalité ils en sont le principal obstacle. L'"unité" PC-PS n'est pas l'unité ouvrière. La seule unité qu'ils sont capables de réaliser c'est de s'allier avec la bourgeoisie contre la classe ouvrière, comme lors de l'union de la gauche. (Et si aujourd'hui PCF et PS sont désunis, c'est que, quels que soient les efforts que la LCR — tout comme le PCF d'ailleurs — fasse pour éviter cette question centrale qu'est la question russe ; en cette période de renouveau de guerre froide antisoviétique les sociaux-démocrates, comme leurs maîtres impérialistes, n'ont pas envie de se commettre avec un parti lié à Moscou). L'unité de la classe ouvrière ne sera en fait réalisée que lorsque les travailleurs, dans le processus de leurs luttes, rompront avec leurs directions traîtres pour rejoindre le programme du parti révolutionnaire.

Ce dont a besoin la classe ouvrière et d'ailleurs ce que recherchent les travailleurs les plus conscients, ce n'est pas l'unité du PC et du PS (dont beaucoup ont compris au travers de leur expérience le caractère traître des directions), mais un programme et un parti défendant les intérêts de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. C'est le sens de notre combat ■



16 mars: meeting du Comité Solidarité à Rouen

indépendants. Conscient du danger représenté par l'Eglise, il a approuvé le titre de notre journal : "Une Pologne ouvrière, oui ! La Pologne du pape, non !" Enfin, étant donné le nationalisme exacerbé répandu y compris dans la classe ouvrière polonaise, il est important que ce militant se soit prononcé en faveur de l'alliance des prolétariats soviétique et polonais. Une telle discussion révèle l'existence dans la classe ouvrière polonaise d'une aile consciente de ses intérêts de classe, prête à lutter à la fois contre la bureaucratie stalinienne et contre tout danger de restauration capitaliste. Et cela confirme aussi la validité du programme trotskyste (évidemment cet ouvrier polonais n'avait jamais entendu parler de Trotsky !) comme l'axe pour scissionner les syndicats polonais entre les socialistes conscients et les apologistes de la restauration capitaliste. La politique capitulante que la LCR ose mener au nom du trotskysme n'en est que plus criminelle.

Pour la LCR, toujours à applaudir tout ce qui "bouge", tout ce que fait Solidarité est bien. La "solidarité" de la LCR signifie camoufler les antagonismes de classe fondamentaux qui existent entre le programme pro-catholique et pro-capitaliste de la direction de Solidarité et les intérêts des masses ouvrières de Pologne. La LCR participe, à sa mesure, au renforcement des liens des militants polonais avec la direction nationaliste réactionnaire, contribuant ainsi à retarder le développement d'une opposition communiste en Pologne. Le programme du trotskysme révolutionnaire, qui parle au nom des besoins réels du prolétariat, pourrait gagner à sa cause des centaines de milliers de militants ouvriers aujourd'hui en Pologne. Une intervention révolutionnaire est nécessaire pour scissionner une aile du prolétariat consciente de ses intérêts de classe vis-à-vis du pape Wojtyla et de Lech Walesa et de leurs admirateurs sociaux-démocrates et centristes et pour forger une avant-garde révolutionnaire trotskyste en Pologne ■

Women and Revolution

Journal de la
commission
femmes
de la
Spartacist
League/US

Prix: 3F



Spartacist Publishing Co.

Box 1377 GPO, New York, N.Y. 10116, USA

Démission de la LCR

Entre l'échec spectaculaire de ses tentatives de faire avaler l'"unité" aux ouvriers et son insistance aveugle à nier qu'une menace impérialiste pèse sur les Etats ouvriers déformés et dégénérés, la LCR en est arrivée à un mélange de cynisme capitulaire et d'irréalisme stupide. Des barricades de 68 aux campagnes de pétition de 81, la chute a été bien triste. Nous reproduisons ci-dessous la lettre de démission de la LCR d'un jeune camarade, Volodia, avec l'espoir qu'elle donne matière à penser aux militants de la LCR qui, même s'ils ont définitivement perdu l'enthousiasme et les illusions de leur jeunesse, préféreront tout de même passer leurs années de maturité politique comme trotskystes principiels et non à "cultiver leur jardin" ou à servir de larbins aux Balibar, Ellenstein et autres Farandjis.

Le refus de la direction de la LCR de me transférer dans une cellule correspondant à ma situation sociale et géographique est une décision camouflée d'isolement d'un opposant politique à la ligne de capitulation de la LCR sur les questions centrales pour la révolution prolétarienne : le front populaire et la question russe.

Dans le passé, j'ai publié (au niveau de ma fédération) un texte de contribution au débat de congrès essayant de renouer avec les positions bolchéviques sur le front unique et le gouvernement ouvrier, et ce contre l'incroyable fatras d'opportunisme qui règne dans cette organisation, tant dans la majorité enfoncée jusqu'au cou dans son projet front populiste "Union dans les luttes" que le soi-disant orthodoxe Matti qui ne jure que par le "front unique stratégique", conception réformiste tirée directement des lambertistes (sans parler des antitrotskystes ouverts style Mill que la majorité de Krivine non seulement tolère mais appelle de ses vœux dans l'organisation).

Récemment j'ai tenté de présenter une motion posant le problème crucial en cette période de renouveau de guerre froide de la défense de l'URSS (ci-joint). Mais de par la décision de la direction qui m'empêche de me battre sur mes positions, je me vois dans l'obligation de prendre au mot des camarades qui m'ont déclaré que "la porte est ouverte". Si la direction ouvre grands ses bras aux Mill et autres capitalistes d'Etat, elle n'est pas prête à tolérer une opposition trotskyste à sa politique.

Ayant rompu avec le stalinisme et quitté le PCF dont j'étais militant depuis 3 ans (direction de ville du PCF, direction fédérale des JC), sur la base d'une opposition empirique et confuse à la politique d'union de la gauche, je me suis tourné vers la section française de la "Quatrième Internationale", se réclamant de la tradition léniniste concrétisée par le Programme de Transition, et des acquis programmatiques représentés par la fondation de la IV. Il y a un an et demi, mon adhésion à la LCR signifiait donc mon accord avec :

- La théorie de la Révolution permanente opposée à celle du "socialisme dans un seul pays".
- L'opposition trotskyste aux fronts populaires.
- La caractérisation de l'URSS comme Etat ouvrier dégénéré et celle des Etats ouvriers déformés, sur la nécessité de leur défense par la révolution politique et de leur défense militaire inconditionnelle.

Cet accord politique est, plus que jamais, actuel, mais la ligne de la LCR me permet de penser que cet accord n'est pas réalisé pour la direction de cette organisation. Si Mandel contourne la question russe et la défense de l'Etat ouvrier soviétique en évoquant des "décennies de détente", le dossier "La course aux armements" dans *Inprecor* explique clairement qu'est "contre-révolutionnaire l'affirmation selon laquelle les pays socialistes doivent pouvoir gagner, le cas échéant, une guerre nucléaire" et qu'une "direction révolutionnaire prendrait des initiatives de désarmement unilatéral sans remettre en cause ses capacités d'autodéfense" (!!!). Les trotskystes ne reprochent pas aux staliniens le fait qu'ils "défendent" l'Etat ouvrier, mais bien qu'ils l'affaiblissent en distillant

dans la classe ouvrière le poison des illusions de la détente et de la coexistence pacifique.

"Les révolutionnaires sont obligés de défendre toute conquête de la classe ouvrière, si déformée soit-elle par la pression des forces ennemies. Celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles."

— L. Trotsky, *Défense du Marxisme*

La LCR et le SU de la "Quatrième Internationale" n'est ni l'organisation ni même le "noyau" de l'organisation qui peut prétendre à prendre le pouvoir et à créer un Etat ouvrier sain. La question russe et la défense nationale, c'est la question de la révolution et de la contre-révolution. Les années précédentes, en refusant de lutter CONTRE le front populaire, la direction de la LCR a évité consciemment la question de la défense nationale car son acceptation est justement au centre de l'accord que passent les réformistes avec la bourgeoisie.

Quelles que soient ses prétentions, la LCR ne poursuit pas le combat pour le programme de la révolution prolétarienne ; elle n'est que le flanc gauche des organisations réformistes et des fronts populaires. J'en suis arrivé à la conclusion que les positions trotskystes ne sont défendues que par la Ligue trotskyste de France et c'est vers elle que j'ai décidé de me tourner. J'espère que des camarades de la LCR pourront mener dans la LCR une bataille sur le programme trotskyste (que je n'ai pu que commencer) non pour "réformer" Krivine, Matti et autres révisionnistes, mais pour balayer ces obstacles entre la classe ouvrière et le programme de la révolution prolétarienne.

Le 6 février 1981
Volodia

Motion déposée en janvier par le camarade Volodia

Notre direction prétend pratiquer l'antimilitarisme révolutionnaire en appelant les soldats à se prononcer en faveur de Mitterrand au gouvernement au nom de l'"unité" du PC et du PS réformistes. L'union de la gauche-front populaire nous a montré que la seule unité dont sont capables les réformistes se fait avec la bourgeoisie au nom de la défense nationale, contre l'antimilitarisme révolutionnaire.

Outre la nostalgie de l'union de la gauche et la volonté de la reconstruire, la ligne de notre organisation appliquée à l'armée bourgeoise ne propose que la démocratisation de l'armée bourgeoise (syndicats de soldats, transports gratuits, etc.). Même si le parti révolutionnaire doit défendre les revendications démocratiques des soldats dans le cadre de sa propagande, le programme des révolutionnaires s'oppose à la démocratisation de l'armée bourgeoise pour "l'améliorer", pour "rapprocher l'armée de la nation".

La propagande des révolutionnaires développerait la conscience ouvrière sur la nécessité de la destruction du cœur de l'Etat bourgeois, son armée. Contrairement à l'adhésion des réformistes (et des centristes à l'heure de vérité) à la défense nationale, les révolutionnaires sont pour la défaite de leur propre bourgeoisie, dans tous les cas de guerres impérialistes.

Depuis la création du premier Etat ouvrier en 1917, le but stratégique de l'impérialisme est de détruire les formes de propriété existant en URSS. Depuis cette première conquête les révolutionnaires n'hésitent pas à défendre le camp de leur classe et affirment la défense inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme, et ce n'est pas au début de la nouvelle campagne de guerre froide, inaugurée par l'impérialisme US, qu'ils doivent faillir.

Comme nous l'a appris Trotsky, quiconque renonce à défendre l'Etat ouvrier, aussi déformé soit-il, renonce de fait à la défaite de sa propre bourgeoisie. Si

Mandel évite le problème en niant la possibilité d'un retour à la guerre froide, JLM dans le dernier *Inprecor* taille dans le vif :

"L'affirmation tout aussi contre-révolutionnaire selon laquelle les pays socialistes doivent pouvoir gagner, le cas échéant, une guerre nucléaire.

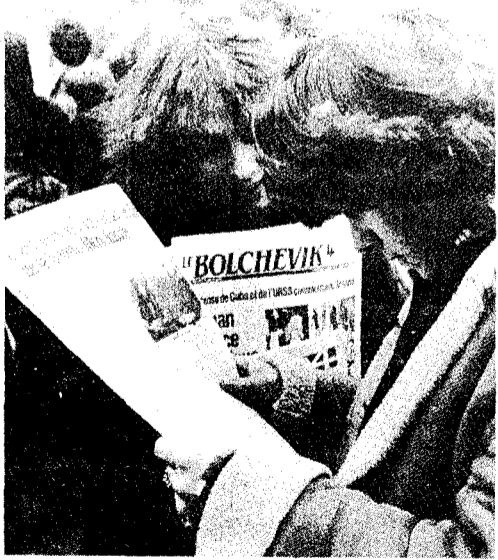
"Une direction révolutionnaire prendrait des initiatives de désarmement unilatéral sans remettre en cause ses capacités d'autodéfense."

Si les staliniens distillent dans la classe ouvrière le poison des illusions de la détente et la coexistence pacifique, au moins ils reconnaissent la nécessité d'une armée soviétique forte. La direction de notre organisation propose une "super détente" désarmée !

Des révolutionnaires prépareraient les ouvriers des pays impérialistes à la nécessité de la défense de la conquête ouvrière qu'est la création de l'Etat ouvrier soviétique. Notre propagande doit développer les thèmes du programme révolutionnaire :

- Dissolution des TPFA et de la Cour de sûreté de l'Etat.
- Retrait des troupes d'Afrique, des Caraïbes et de RFA.
- Défense militaire de l'URSS contre l'impérialisme.
- A bas la conscription ! Pas un sou, pas un homme pour l'armée bourgeoise !
- Pour les milices ouvrières !
- Pour la défense de l'antimilitarisme prolétarien, pour une armée rouge !
- Pour la défense du trotskysme, un débat s'impose dans notre organisation.
- Pour tracer la ligne de classe contre l'armée bourgeoise.

LE BOLCHEVIK 4



Abonnez-vous!

Un an (9 numéros) :
France 30 F, hors Europe 40 F (avion : 60 F)
Etranger : mandat poste international

Pour toute commande :
Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cédex 10